

tique de ces provinces s'opposent au développement des industries locales; et, ils mettent obstacle à l'expansion de l'industrie manufacturière tout autant aujourd'hui que dans le passé.

M. MACLEAN (Halifax): Nous fabriquons des poêles à la Nouvelle-Ecosse et nous les vendons dans la Colombie-Britannique.

M. CURRIE: Cela est de date bien récente.

M. MACLEAN (Halifax): Non, cela se fait depuis de longues années.

M. CURRIE: Depuis peu d'années. La fabrication des marchandises en fer s'est faite en majeure partie en dehors de la Nouvelle-Ecosse. Avant ces dernières années, on ne connaissait pas dans la Nouvelle-Ecosse la règle à calcul. L'enseignement avait pour principe l'étude des classiques, l'étude du grec et du latin, et ce n'est qu'après l'installation d'industries à Amherst et à Sydney que l'on commença la fabrication de produits en fer.

Nous avons maintenant l'honorable député de Guysborough (M. Sinclair) qui parle de libre-échange des navires, et l'on prétend que le coût d'un navire est moins élevé en Angleterre que nulle part ailleurs. Cela était dû à ce que les ouvriers experts en Angleterre et en Ecosse retirent des salaires très modiques. Mais déjà, ces conditions se sont modifiées, et la construction des navires ne se fera plus désormais à aussi bon marché dans aucune partie du monde. La modicité des salaires n'est pas par elle-même un avantage, non plus que la production à perte. Il faut commencer par se placer dans des conditions qui permettent de réaliser des bénéfices. A quoi bon travailler si l'on ne se tire pas d'affaire?

M. MACLEAN (Halifax): L'honorable député prétend-il que chaque pays devrait pourvoir directement à tous ses besoins?

M. CURRIE: C'est une question des plus élémentaires en économie politique, et il n'est pas besoin d'être grand clerc. . . .

M. MACLEAN (Halifax): Répondez . . .

M. CURRIE: Un débutant en économie politique saurait cela.

M. MACLEAN (Halifax): Quelle est la réponse de l'honorable député?

M. CURRIE: Il est un pays engagé dans une grande guerre et c'est l'Allemagne. . .

M. MACLEAN (Halifax): Répondez à la question.

M. CURRIE: C'est un pays manufacturier qui, en ce moment tire de son propre territoire tous les éléments de son activité économique, et il semble s'en tirer fort bien. Si nous achetions moins à l'étranger, si nous achetions des Etats-Unis moins de choses dont nous pourrions nous passer, notre crédit serait peut-être meilleur aujourd'hui.

M. SINCLAIR: L'honorable député pense-t-il que l'Allemagne s'en tire mieux que la Grande-Bretagne.

M. CURRIE: L'honorable député ne saurait s'attendre que, en ma qualité de loyal sujet anglais, je réponde à cette question, mais ce que je dis c'est que ce pays ne s'en tire pas mieux.

M. MACLEAN (Halifax): L'honorable député me permettra-t-il une interruption?

Le PRESIDENT (M. Rainville): Je demanderai à l'honorable député (M. Currie) de revenir à la question de la construction des navires.

M. CURRIE: Ce n'est qu'une petite digression. Certains de nos collègues ont fait des discours politiques tout l'après-midi.

M. MACLEAN (Halifax): J'ai donc raison de dire que l'opinion de l'honorable député est que le Canada et tous les pays du monde devraient manufacturer eux-mêmes ce dont ils ont besoin et que dès lors les transports maritimes n'ont aucune utilité.

M. CURRIE: L'honorable député essaie de me mettre dans la bouche des paroles que je n'ai pas dites, il le sait fort bien; car il nous incommode à titre de pays chargé de lourdes dépenses pour le soutien de la présente guerre, de vendre et d'exporter le plus possible au dehors si nous voulons payer nos dettes. Voilà une réponse sur laquelle l'honorable député peut retourner dans son esprit pendant son sommeil, pour en mieux déceler le sens à son réveil. Pour en revenir à la question des navires, la Chambre a perdu son temps cet après-midi à débattre l'opportunité du développement de l'industrie de la construction maritime. Le Gouvernement a fait des merveilles. Le ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Hazen) y a aidé en assurant des contrats à tous les chantiers maritimes disponibles en ce pays. Vous ne pourriez aujourd'hui trouver un espace de dix pieds dans un chantier quelconque qui ne soit pas employé. Tous les ateliers, toutes les maisons qui s'occupent de construire des chaudières sont activement occupés à la construction de machines marines. Quant à la politique de ce